

# L'agriculture biologique en Europe :

## situation et perspectives

Sylvie Bonny, INRA Grignon, bonny@grignon.inra.fr

15/11/2006

Les idées exprimées dans ce texte n'engagent en aucun cas l'INRA

*L'agriculture est la mère de tous les arts : lorsqu'elle est bien conduite, tous les autres arts prospèrent ; mais lorsqu'elle est négligée, tous les autres arts déclinent, sur terre comme sur mer.*  
Xénophon, *L'Économique*, V, 380 avant J.-C.

*Il n'est nul art au monde auquel soit requis une plus grande philosophie qu'à l'agriculture.*

Bernard Palissy, 1510-1589.

*Les générations balayent en passant jusqu'au vestige des idoles qu'elles trouvent sur leur chemin, et elles se forgent de nouveaux dieux qui seront renversés à leur tour.*

Balzac, *Les paysans*, chapitre IX, 1844

## Résumé

L'article analyse la situation actuelle, les enjeux et les perspectives de l'agriculture biologique dans le monde, notamment en Europe. Une première partie rappelle la faiblesse du marché biologique mondial actuel (moins de 1% du marché alimentaire), mais aussi sa forte croissance des dernières années. En Europe les ventes de produits biologiques, fort variables selon les pays, restent généralement (très) modestes par habitant, mais sont en augmentation. Les motivations des consommateurs ont trait notamment à la santé, l'environnement, le goût, le bien-être animal. Une deuxième partie présente l'évolution des surfaces dans le monde, en Europe et en France ainsi qu'un rapide rappel historique de sa lente émergence au cours du XXème siècle. Enfin divers freins à son expansion sont analysés dans une dernière partie : limites à la croissance des achats des consommateurs, certaines difficultés des producteurs, besoin en terre plus élevé, développement de la grande distribution, conflits entre courants. In fine on souligne la nécessité pour l'ensemble de l'agriculture, et non seulement pour une petite fraction, d'être davantage durable.

# INTRODUCTION

L'agriculture biologique a le vent en poupe : marchés en croissance, surfaces en expansion, image d'harmonie avec l'environnement, de qualité, de santé, de pureté, d'enracinement dans les traditions mais aussi de modernité. Va-t-elle s'étendre et bénéficier de ce fait d'une reconnaissance accrue de la société et des pouvoirs publics, ou bien rester faible en volume comme en surface ? Va-t-elle demeurer une forme d'agriculture de luxe connaissant un engouement réel mais un positionnement de créneau concernant une petite fraction de la population mondiale, ou bien représenter une part croissante de la consommation ? Est-elle tout à fait sortie de la marginalité sociale des débuts, ou bien passée à une autre forme de marginalité, celle d'une production plutôt "de luxe", choisie surtout par des adeptes et achetée seulement de façon occasionnelle par le reste de la population ? En effet ses ventes représentent moins de 1 % du marché alimentaire mondial en 2005, ce qui en fait un créneau modeste.

Cet article va présenter la situation actuelle de l'agriculture biologique en termes de marché et de surface, puis il s'interrogera sur ses perspectives dans le contexte européen et français. Les points suivants seront ainsi successivement traités : un marché restreint, mais en expansion (I); des surfaces réduites mais en croissance avec une inégale répartition entre pays (II) ; malgré l'embellie des dernières années, des freins à l'expansion (III).

## I. Un marché restreint mais en expansion

### 1.1 La situation du marché des produits biologiques dans le monde et en particulier en Europe au début des années 2000

**Le marché de l'agriculture biologique a représenté environ 30 milliards de dollars en 2005, ce qui correspond à moins de 1 % du marché alimentaire mondial** (estimé à environ 3500 milliards de dollars US par l'Institute of Grocery Distribution, IGD). Ce marché est très inégalement réparti dans le monde : l'Europe représente les plus grosses ventes de produits biologiques (13,7 milliards de \$ en 2004, soit 49% du total). Elle est suivie par l'Amérique du Nord (13 milliards de \$ en 2004, soit 47% du total). Les autres continents ont un marché biologique faible par comparaison : en 2004, 750 millions de \$ pour l'Asie et 250 millions de \$ pour l'Océanie, soit respectivement 2,7% et moins de 1% du total mondial des ventes (tableau 1, figure 1) (Sahota, 2006). En Afrique l'agriculture biologique est peu développée pour le marché intérieur, elle l'est davantage pour l'exportation.

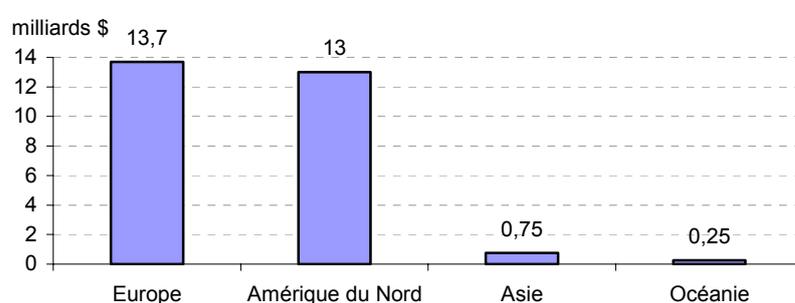
Mais ce secteur connaît une expansion régulière depuis une dizaine d'années, en particulier en Amérique du Nord, en Asie, en Océanie et suscite un intérêt d'autant plus grand que beaucoup mettent en avant ses bienfaits.

**Tableau 1. Le marché des produits biologiques dans le monde en 2004**

(milliards de dollars US) (d'après Sahota 2006).

Marché par continent	Monde	Europe	Amérique du Nord	Asie	Océanie
Montant en 2004	<b>27,8</b>	13,7	13,0	0,750	0,250
Croissance en 2004 (%)	<b>≈ 9</b>	5	14	10-20	10-20
Zones ou pays leaders (% du total de la région)	Europe (49%) Amérique du nord (47%)	Allemagne (31%) Royaume Uni (14%)	Etats-Unis (94%)	Japon (50%)	Australie (82%)
Canaux principaux de distribution		Supermarchés	Supermarchés	Détaillants spécialisés	Supermarchés

**Figure 1. Le marché des produits biologiques dans le monde en 2004** (d'après Sahota 2006)



Les ventes des produits biologiques sont fort hétérogènes entre pays même en Europe (Fig. 2). Cela n'est pas seulement lié aux écarts de taille entre leur nombre d'habitants puisque si l'on ramène la consommation annuelle de produits biologiques par tête, c'est-à-dire par habitant du pays (qu'il en consomme ou non), on obtient des niveaux de dépenses très hétérogènes : en 2004, 105 € en Suisse, 51 € au Danemark, 47 € en Suède, 42 € en Italie et en Allemagne contre moins d'un euro en Pologne et en Hongrie, 2 € en Grèce, 4 € en Norvège et 6 € en Espagne, 24 € en Italie et 25 € aux Pays Bas. Ainsi la consommation de produits biologiques paraît être en premier lieu un phénomène culturel, plus répandu chez les populations germaniques et nordiques ainsi qu'en Italie que dans le reste de l'Europe. Par ailleurs, même dans les pays où les ventes sont importantes en valeur absolue, leur part dans le marché alimentaire total demeure très faible, souvent presque négligeable. Ainsi dans l'Union européenne cette part atteint un maximum de 2,7 % au Danemark, 2,5 % en Autriche et 2,2 % en Allemagne et bien moins dans les autres pays (tableau 2). Ces ordres de grandeur de consommation se retrouvent aux Etats-Unis, au Canada et en Australie. Au niveau mondial – si tant est que cela ait un sens – la consommation moyenne annuelle de produits biologiques par personne (en consommant ou non) s'établit à un peu plus de 4 \$ en 2004 et à moins de 1% des dépenses alimentaires totales.

On notera que les estimations des dépenses en produits alimentaires biologiques dans les divers tableaux sont approximatives car il est parfois difficile d'évaluer avec précision ce marché. Cela est notamment le cas au niveau international car les comparaisons entre pays dépendent des taux de change. Une autre difficulté provient de la délimitation du secteur considéré qui peut inclure parfois des "produits naturels", des aliments fonctionnels, des plantes cueillies dans la nature (les "simples") ou des produits non alimentaires tel le coton

biologique. Ainsi les données présentées sont surtout des ordres de grandeur, notamment pour certains pays où les études précises font défaut.

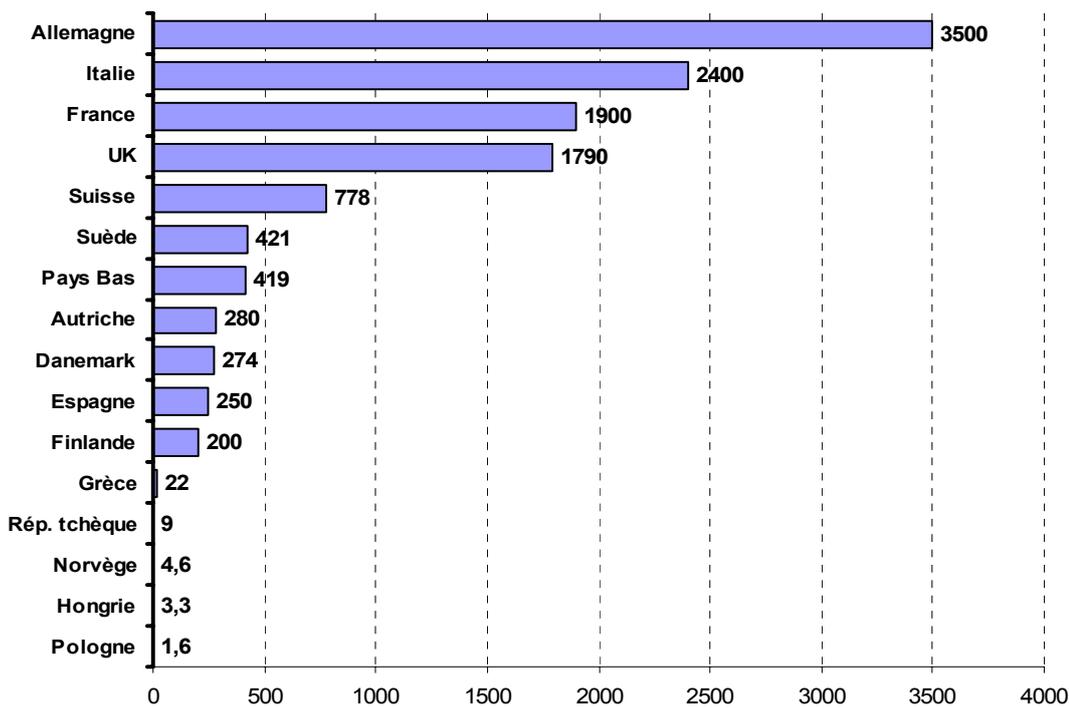
Le marché biologique connaît une croissance importante relativement à beaucoup d'autres produits alimentaires. Son expansion dans les années 2003-2005 était anticipée d'environ 5 à 10 % par an dans plusieurs pays Européens, et même de 15 à 20% aux Etats-Unis et 10 à 20 % au Canada (tableaux 2, 3) (Kortbech-Olesen, 2006). Considéré comme très porteur, ce marché suscite aussi beaucoup d'intérêt.

**Tableau 2. Estimation du marché des produits alimentaires biologiques**

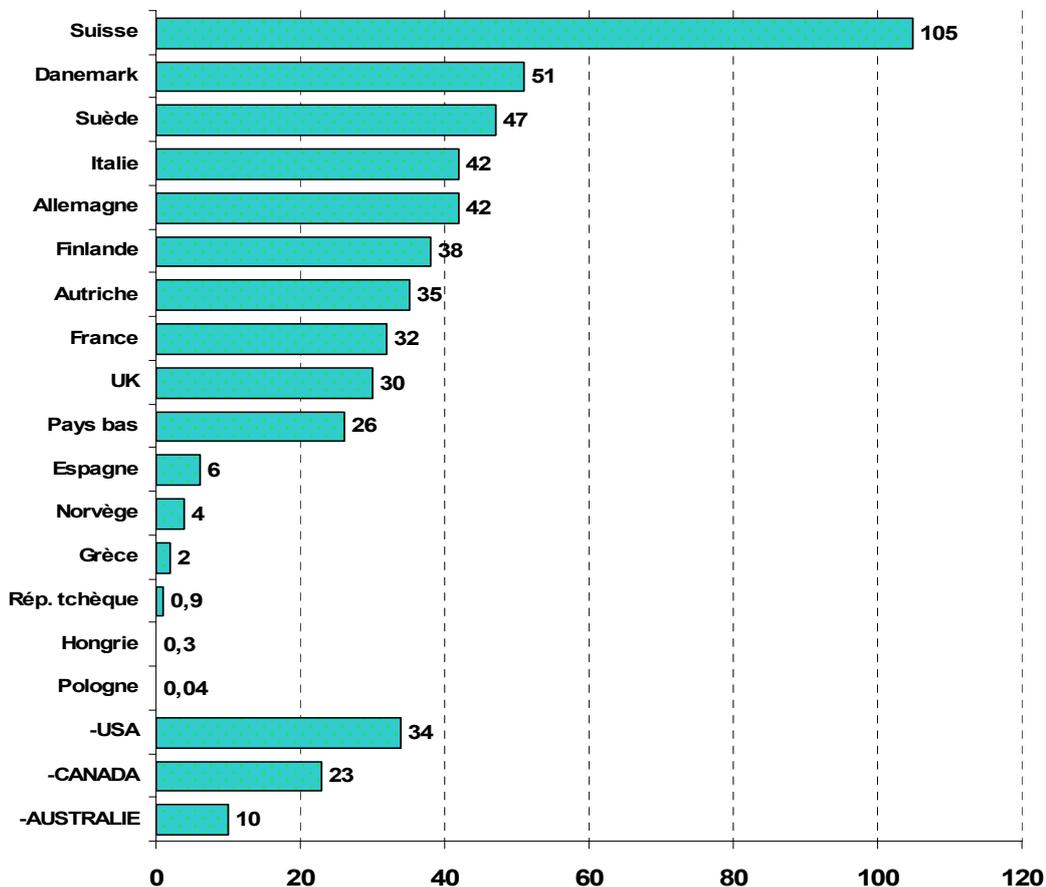
en % de ventes totales alimentaires en 2003 et croissance escomptée dans plusieurs pays européens (Willer, Youssefi, 2003)

Marchés	Ventes au détail (millions \$ US) 2003	Part dans les ventes totales de nourriture (%)	Taux de croissance annuel escompté en % de 2003 à 2005
Allemagne	2800-3100	1,7 - 2,2	5 - 10
Royaume-Uni.	1550-1750	1,5 - 2,0	10 - 15
Italie	1250-1400	1,0 - 1,5	5 - 15
France	1200-1300	1,0 - 1,5	5 - 10
Suisse	725-775	3,2 - 3,7	5 - 15
Pays Bas	425-475	1,0 - 1,5	5 - 10
Suède	350-400	1,5 - 2,0	10 - 15
Danemark	325-375	2,2 - 2,7	0 - 5
Autriche	325-375	2,0 - 2,5	5 - 10
Europe autre	1000 - 1200		
Total (Europe)	10000-11000	2,0 - 2,5	15 - 20
Etats-Unis.	11000-13000	1,5 - 2,0	10 - 20
Canada	850-1000	<0,5	-
Japon	350-450	<0,5	-
Océanie	75 - 100		
total	<b>23000 - 25000</b>	-	-

**Figure 2a. Montant total des ventes de produits biologiques dans plusieurs pays Européens en 2004**  
(en millions d'Euros) (d'après Willer, Youssefi, 2006)



**Figure 2b. Montant des ventes de produits biologiques par habitant dans plusieurs pays Européens ainsi qu'aux Etats-Unis, Canada et Australie en 2004** (d'après Willer, Youssefi, 2006) (en Euros par habitant en consommant ou non)



**Tableau 3. Estimation des ventes au détail de produits biologiques et des surfaces biologiques dans les principaux pays concernés dans le monde (Kortbech-Olesen, 2006)**

Pays	Ventes au détail en 2004 en million € ou \$ ou £	Ventes au détail en 2005 en million € ou \$	surface en culture bio (1000 ha) en 2004	Surface en culture biologique en % du total	Nombre d'exploitations biologiques
Allemagne	3500 €	4000 € (5100 \$)	767,89	4,5	16603
Italie	2000 €	2200 € (2700 \$)	690,27	6,2	36639
France	1900 €	2000 € (2500 \$)	534,04	1,8	11059
Royaume-Uni	1213 £	1350 £ (2500 €)	954,36	4,4	4500
Suisse	792 €	-	121,39	11,3	6373
Suède	421 €	-	206,58	6,8	3138
Pays Bas	419 €	-	48,15	2,5	1469
Danemark	335 €	-	154,92	5,8	3166
Australie	205 \$	-	12 126,63	2,7	1832
Japon	400-900 \$	450\$ - 1200 \$	29,15	0,6	4539
Etats-Unis	12700 \$	15000 \$	889,05	0,2	8035
Canada	850-1000 \$	1000 \$ - 1200 \$	488,75	0,7	3673
<b>Monde</b>	<b>27000-27800 \$</b>	<b>30000 \$ -32000 \$</b>	<b>31 502,8</b>		

## 1.2 Quels facteurs expliquent le succès actuel des produits biologiques auprès des consommateurs ?

Les réponses à cette question sont multiples et tiennent tant aux peurs alimentaires de la fin des années 1990 qu'aux inquiétudes envers les retombées de diverses technologies, et tant à un besoin de réassurance qu'à un besoin de protection et de ressourcement. Diverses enquêtes permettent d'approcher les facteurs conduisant à acheter des produits biologiques. Ainsi des recherches effectuées dans le cadre du projet européen OMIaRD (Organic Marketing Initiatives and Rural Development, 2001-2004) ont élaboré le classement des motivations d'achat en 2001 dans les principaux pays européens concernés (fig. 3, tabl. 4). Celles-ci varient selon les pays, mais viennent souvent en tête des considérations de santé et de sécurité des aliments, des motivations liées à un souci de préserver la nature, ou encore le goût des produits, le bien-être animal, l'absence d'OGM,

l'origine régionale des produits, une image positive liée à divers facteurs (commerce équitable, etc.). On observe une évolution des motivations des consommateurs au cours du temps : dans les années 1970 il s'agissait surtout de militants à tendance écologiste ou préoccupés par certaines questions en matière alimentaire. Aujourd'hui davantage d'acheteurs sont motivés en premier lieu par leur santé ou par le goût des produits.

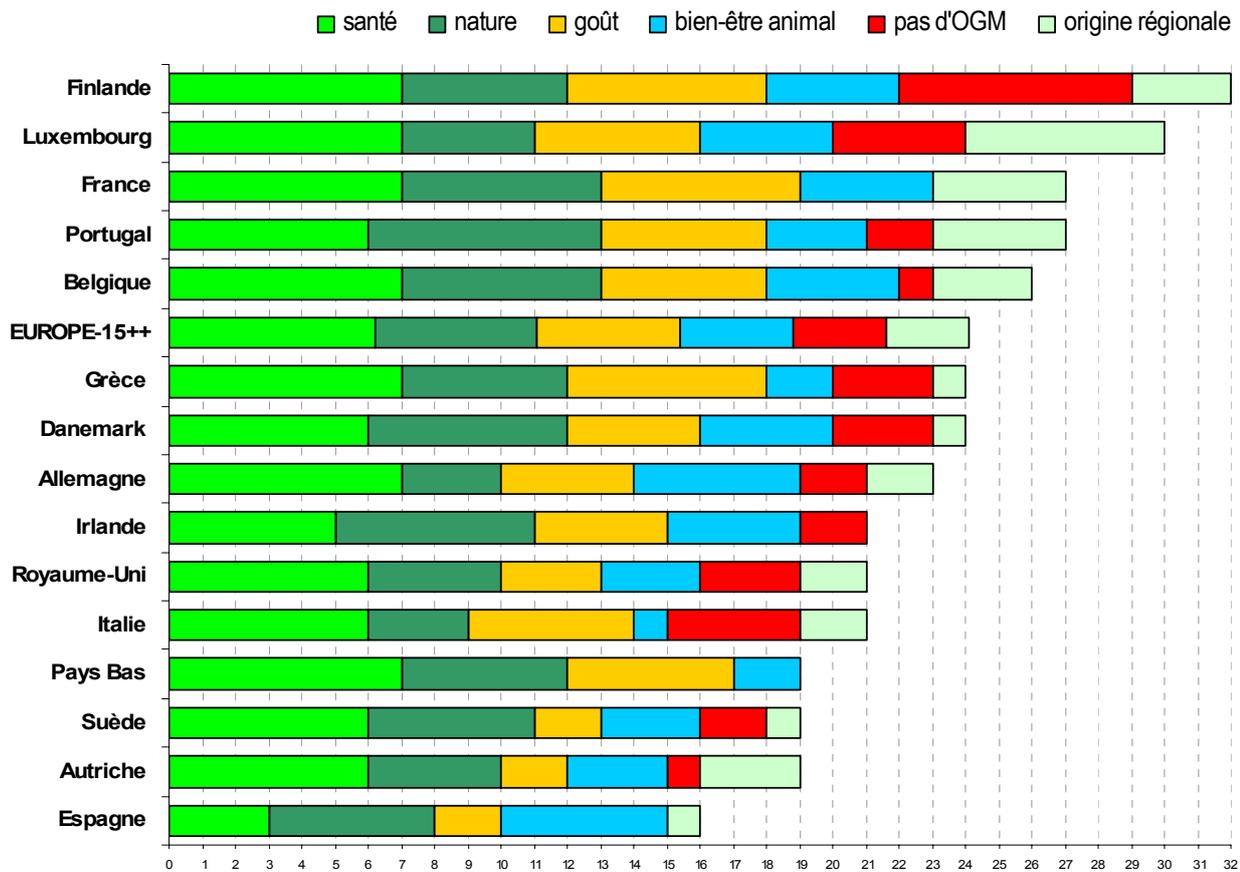
Cependant il n'est pas très aisé d'aborder la question des motivations ou les caractéristiques des acheteurs biologiques à partir d'enquêtes auprès des consommateurs car cela soulève des difficultés. Il faut d'abord distinguer les consommateurs de produits biologiques optant eux-mêmes délibérément pour ce choix, et ceux qui le font en quelque sorte involontairement car ils consomment des aliments biologiques choisis par une autre personne du ménage faisant les achats alimentaires. Par ailleurs, pour beaucoup, la consommation de produits biologiques est très partielle et concerne seulement un ou quelques produits, pour d'autres encore elle est occasionnelle, selon les opportunités qui se présentent tandis que d'autres sont de gros utilisateurs avec une grande recherche de ces produits. De ce fait il existe une gamme très étendue de formes de consommation et de consommateurs, entre ceux qui n'achètent jamais de produits biologiques, ceux qui en achètent à l'occasion ou pour certaines denrées, et ceux qui vont systématiquement en rechercher quitte à rallonger nettement le trajet et le temps d'approvisionnement. Les motivations des uns et des autres types de consommateurs ne sont pas les mêmes. Si diverses enquêtes ont été faites sur la fréquence d'achat ou les motivations, elles ne sont donc pas toujours aisées à comparer, à interpréter ou à synthétiser, et cela d'autant plus qu'en cas de consommation occasionnelle, le rappel de l'achat à sa mémoire peut être imprécis en termes de date ou de fréquence. Enfin ce type d'enquêtes est sensible à la façon dont les questions sont libellées et énoncées.

De façon générale, les consommateurs de produits biologiques leur attribuent de nombreuses caractéristiques positives : utilisation de matières premières saines et naturelles ("vivantes" et non "chimiques"), recours à des techniques respectueuses de l'environnement, prise en compte du bien-être animal, etc. Cela contribue non seulement à des bénéfices au niveau de sa santé personnelle, mais aussi au niveau social et environnemental. Deux dimensions de la qualité sont en fait en jeu. Les attributs organoleptiques des produits biologiques, expérimentés directement par des consommateurs, comprennent l'aspect, la couleur, la forme, le goût, l'odeur et le ressenti. Mais ces attributs physiques ne sauraient suffire, la production doit être certifiée par un label attestant le suivi effectif des pratiques bios. Cela fait de ces produits également des "credence goods", biens de croyance qui s'appuient sur un cahier des charges et la conviction que l'agriculture biologique a des impacts positifs sur l'environnement, le milieu, la société, l'avenir de l'agriculture, et divers aspects éthiques, etc.. (Midmore et al. 2005, Midmore, Wier, Zanoli, 2006).

**Tableau 4. Classement par les consommateurs européens des motivations d'achat des produits biologiques en 2001** (classement de 1 à 7 par importance croissante, 7 étant le plus important) (CBI, 2005)

Pays	Santé et sécurité des aliments	Protection de la nature et de l'environnement	Goût	Bien-être animal	Absence d'OGM	Origine régionale	Autres
Autriche	6	4	2	3	1	3	3 santé et beauté
Belgique	7	6	5	4	1	3	2 commerce équitable
Danemark	6	6	4	4	3	1	5 précaution
Finlande	7	5	6	4	7	3	-
France	7	6	6	4	-	4	-
Allemagne	7	3	4	5	2	2	-
Grèce	7	5	6	2	3	1	4 Curiosité
Irlande	5	6	4	4	2	-	-
Italie	6	3	5	1	4	2	-
Luxembourg	7	4	5	4	4	6	Prestige
Portugal	6	7	5	3	2	4	1 commerce équitable
Espagne	3	5	2	5	-	1	6 image positive
Suède	6	5	2	3	2	1	-
Pays Bas	7	5	5	2	-	-	-
Royaume-Uni	6	4	3	3	3	2	-
<b>EU-15</b>	<b>6,2</b>	<b>4,9</b>	<b>4,3</b>	<b>3,4</b>	<b>2,8</b>	<b>2,5</b>	-
Rép. tchèque	7	4	6	2	1	2	-
Slovénie	5	3	6	2	2	4	-

**Fig 3. Classement par les consommateurs européens des motivations d'achat des produits biologiques en 2001**  
 (chaque aspect a été classé de 1 à 7 par importance croissante, 7 étant le plus important) (d'après CBI, 2005)



Finalement un aspect essentiel ressort de diverses enquêtes : les motivations d'achat associent la nourriture biologique à la santé, l'environnement, l'éthique, le goût, et parfois au maintien du tissu rural et à une dimension plus humaine. En France le baromètre CSA / Agence bio a étudié à partir d'un échantillon représentatif de 1042 personnes en octobre 2005, la perception des produits biologiques et les traits spécifiques de leur consommation. Interrogées sur une liste de caractéristiques positives de ces produits, une majorité de personnes – consommateurs ou non – se déclarent d'accord avec les énoncés leur attribuant les caractères de :

- contribution à préserver l'environnement,
- plus naturels car cultivés sans produits chimiques,
- meilleurs pour la santé,
- respect du bien-être des animaux,
- meilleure préservation des qualités nutritionnelles des aliments,
- meilleur goût.

Les niveaux d'accord avec ces qualités sont importants, y compris pour les non consommateurs (tabl. 5) : les produits biologiques jouissent donc d'une image positive en matière d'environnement, de santé, de bien-être animal. Toutefois les non consommateurs apparaissent plus sceptiques lorsqu'il s'agit de leur attribuer un meilleur goût, des qualités nutritionnelles mieux préservées ou un effet bénéfique sur la santé : l'écart d'évaluation est important selon la qualité de la personne interrogée (utilisateur, utilisateur occasionnel ou non utilisateur de ces produits) (tableau 5).

**Tableau 5. Niveau d'accord en France envers diverses qualités énoncées des produits biologiques** (sondage en octobre 2005 auprès d'un échantillon représentatif de 1042 personnes) (CSA/Agence bio, 2005)

La question posée était : *"Je vais vous proposer un certain nombre de phrases que des personnes nous ont dites à propos des produits biologiques. Pour chacune d'entre elles, dites-moi si vous êtes tout à fait, plutôt, plutôt pas, ou pas du tout d'accord"*.

qualités énoncées :	niveau d'accord					% d'accord (tout à fait ou plutôt) chez les		
	tout à fait d'accord	plutôt d'accord	plutôt pas d'accord	pas du tout d'accord	du NSP	consommateurs de produits bios	non-conso	acheteurs
Contribuent à préserver l'environnement	46	41	6	2	5	98	78	95
Plus naturels car cultivés sans produits chimiques	54	31	8	3	4	98	73	94
Meilleurs pour la santé	44	34	10	4	8	97	61	92
Respectent le bien-être des animaux	39	38	9	4	10	92	63	89
Qualités nutritionnelles des aliments mieux conservées	33	34	13	4	16	87	48	80
Ont meilleur goût	34	28	18	6	14	87	41	79
Fabriqués de manière artisanale	27	35	22	8	6	74	51	70

Cependant toujours selon le même sondage CSA/Agence Bio, plus de la moitié des français (55% et 53%) ne sont jamais clients ou consommateurs de produits biologiques ou le sont moins d'une fois par mois. L'enquête sur les conditions de vie des ménages (EPCV) de l'INSEE fait même apparaître en 2005 une proportion supérieure à celles-ci. En effet à une question sur *"l'achat au cours du dernier mois dans un magasin Bio ou dans le rayon Bio d'un supermarché"*, 21 % seulement de la population (sur un total enquêté de 6210

ménages) répond positivement contre 45 % dans le sondage CSA/agence bio. Dans ce dernier cas cependant la question portait sur tous les achats de produits biologiques – ce faisant, la part des achats au marché ou en direct peut expliquer une grande partie de l'écart entre les deux enquêtes mais non la totalité sans doute. Ainsi plus de la moitié des français n'achètent et ne consomment jamais de produits biologiques ou en consomment et en achètent rarement.

A ceux qui n'ont pas acheté de produits biologiques depuis un mois ou n'en achètent jamais, le sondage CSA/Agence Bio a demandé les raisons de la désaffection. Les freins les plus fréquemment cités dans la liste proposée sont notamment le prix trop élevé, l'absence du réflexe d'achat, puis le manque de confiance et le scepticisme, le manque d'information, une qualité insatisfaisante des produits et enfin la non disponibilité dans le magasin habituel (figure 4)

Finalement quelles sont les caractéristiques des consommateurs réguliers ? En France, d'après le sondage CSA/Agence Bio mentionné ci-dessus, les consommateurs sont plus fréquemment des femmes, des personnes de 35 à 64 ans (et moins souvent des jeunes de moins de 24 ans), des habitants des grandes villes. Les denrées biologiques qu'ils acquièrent le plus souvent sont, par ordre décroissant, d'abord des fruits et légumes, en deuxième lieu des œufs, des produits laitiers autres que lait et fromage (i.e. des yaourts, du beurre, etc.), puis du pain, de la volaille, de l'épicerie, ensuite du fromage, du lait, des céréales autres, et enfin de la viande et en dernier lieu du vin.

En 2005 une autre enquête a été effectuée à l'échelle internationale sur un échantillon non représentatif par le cabinet AC Nielsen. Les enquêtés ont été interviewés par internet dans 38 pays avec un échantillon de 500 personnes par pays et de 1000 personnes pour les pays les plus peuplés, ce sont donc probablement vu leur usage d'internet des personnes plus jeunes, avec un niveau d'études et de revenus plus élevés que la moyenne. Interrogés sur les raisons d'achat des produits bios, les répondants mettent en avant massivement leur santé, celle de leurs enfants, puis l'environnement et enfin le bien-être animal, mais avec des variations très sensibles selon les pays et les grandes régions du monde (fig. 5) :

- sa propre santé est l'argument le plus avancé dans l'échantillon avec 51% des motivations, mais bien davantage en Asie (Indonésie 66%, Malaisie 66%, Philippines 66%, Thaïlande 64%), en Amérique du Nord (USA 60%) et dans certains pays d'Amérique Latine (Brésil, Mexique).
- La santé de ses enfants constitue 17% des motivations, mais elle est mise en avant plus souvent en Indonésie (37%) au Mexique (34%), au Brésil (30%), en Turquie (28%).
- Les motivations environnementales – en moyenne 15% – sont plus importantes aux Philippines (52%), en Suède (51%), à Hong Kong (51%), en Norvège (47%), en Afrique du Sud (47%), en Thaïlande (47%), en France (46%) et dans les pays européens (19% des motivations en moyenne sur l'échantillon).
- Enfin le bien-être animal représente 7% des raisons mentionnées à l'échelle mondiale, mais il l'est bien plus souvent en Autriche (50%), en Allemagne (47%), en Suède (44%), en Suisse (40%), en Hollande (33%), en Norvège (24%). Bref il est essentiellement mentionné en Europe et fort peu ailleurs sauf en Afrique du Sud.

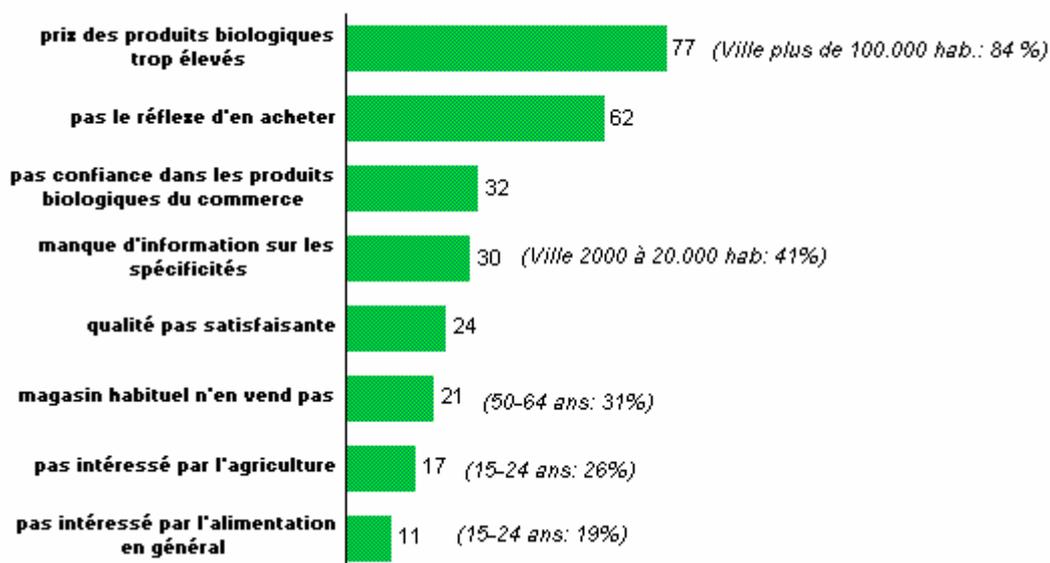
A contrario les diverses raisons du non achat de produits biologiques s'échelonnent entre leur cherté (40% des raisons mentionnées) puis leur non disponibilité là où on fait ses courses habituellement (17%), enfin le doute envers les caractéristiques affichées (14%) (figure 6). La cherté des produits biologiques est une raison bien plus citée en Hollande (62%), au Royaume Uni (61%), en Italie (56%), en Nouvelle Zélande (54%), en Allemagne (54%), en Irlande (54%), au Japon (52%). La non disponibilité en magasin est mise en avant surtout hors d'Europe (Philippines, Inde, Mexique, Afrique du Sud, Thaïlande, Indonésie, Brésil, etc.). Enfin le doute envers le respect des méthodes de production biologiques est mentionné plus souvent à Taiwan, en Corée, en Chine, en Autriche, en Grèce, au Mexique et en Suisse tandis que le doute envers l'effet positif sur la santé ressort surtout en Russie, en Turquie, en Finlande, en Nouvelle-Zélande et au Danemark.

En définitive l'agriculture biologique jouit en général d'une excellente image et d'une bonne réputation. Pourtant en termes économiques son marché apparaît restreint sauf pour quelques pays, même si son fort taux de croissance relativement à d'autres le rend très attractif. Cependant l'agriculture biologique a une dimension symbolique bien plus importante que son marché en termes purement économiques. Le mouvement qu'elle représente, bénéficiant d'une aura de santé et de préservation de l'environnement, a un impact auprès des médias et sur les idées beaucoup plus fort que son importance économique effective. Ce dernier aspect ne peut être ignoré car c'est précisément à ce stade des « perceptions » que s'opère la traduction concrète des idées en actes d'achat.

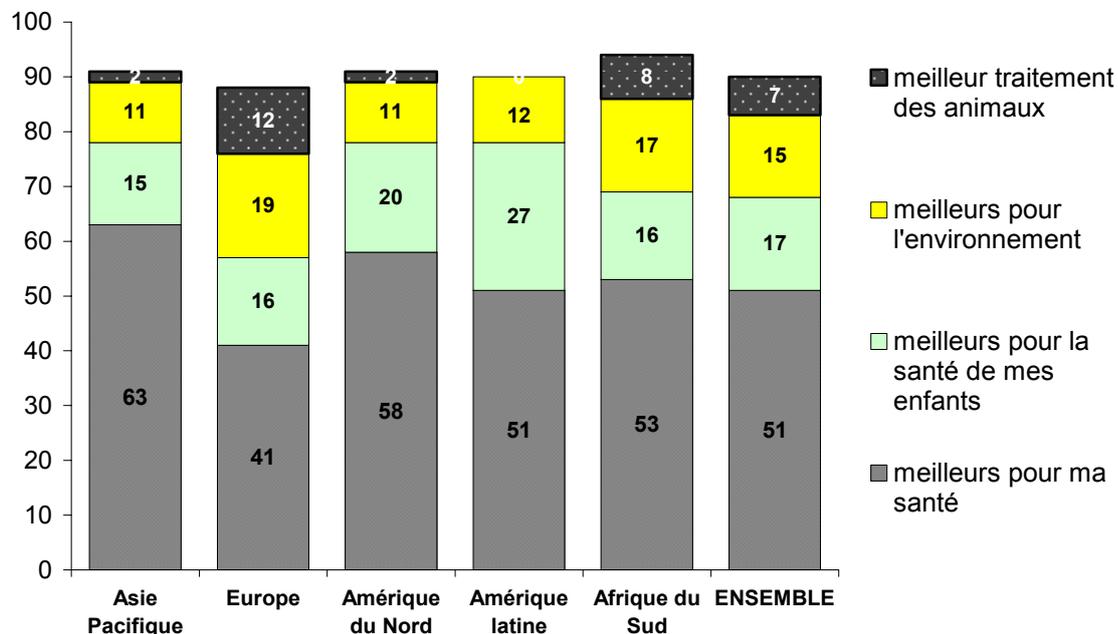
**Fig. 4. Fréquence des raisons de non achat de produits biologiques mentionnées par les répondants dans la liste proposée** (en % des réponses, plusieurs réponses possibles) (CSA/Agence bio, 2005).

*Base de l'enquête : ceux qui n'ont pas acheté de produits biologiques ces 4 dernières semaines ou n'en achètent jamais (N = 569). Question : "Je vais vous citer un certain nombre de propositions. Pour chacune d'entre elles, pouvez-vous me dire si, oui ou non, c'est une raison pour laquelle vous n'avez pas acheté récemment ou que vous n'achetez jamais de produit biologiques ?"*

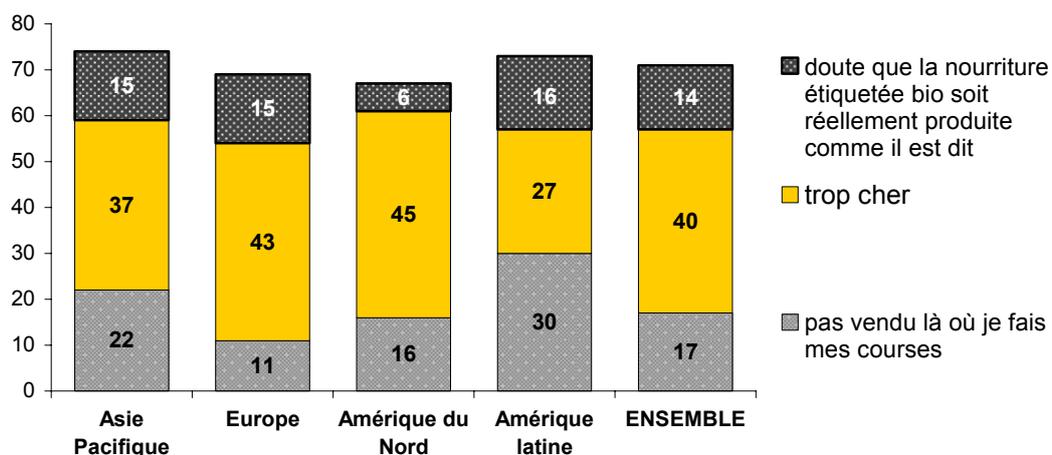
Les fréquences à droite de la figure correspondent à la proportion de cette réponse dans les catégories où elle est élevée par comparaison à l'ensemble de la population



**Fig. 5. Principales raisons d'acheter des produits biologiques selon les grandes régions du monde**, échantillon de 21261 personnes de 38 pays ayant répondu par internet du 11 avril au 10 mai 2005 (en % des personnes ayant répondu)  
(ACNielsen, 2005)



**Fig. 6. Principales raisons de ne pas acheter de produits biologiques selon les grandes régions du monde**, échantillon de 21261 personnes de 38 pays (500 ou 1000 personnes par pays) ayant répondu par internet du 11 avril au 10 mai 2005 (en % des répondants) (ACNielsen, 2005)



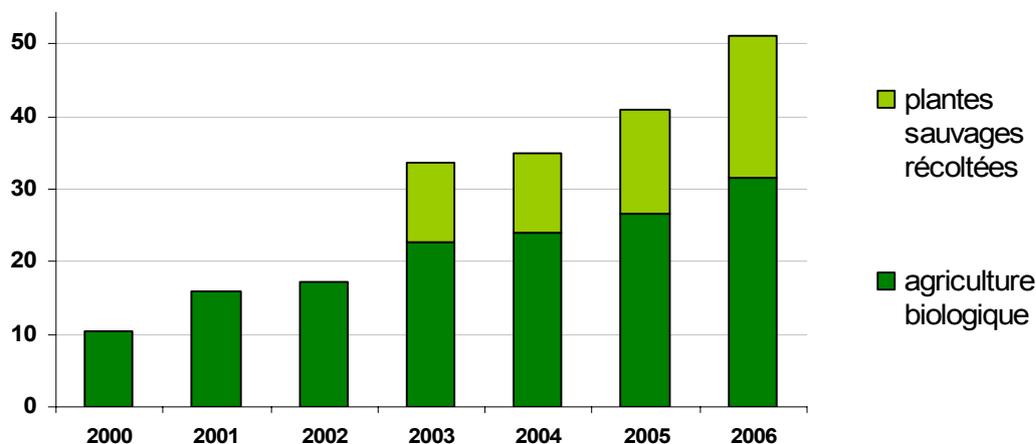
## II. Des surfaces réduites mais en croissance inégalement réparties entre pays

### 2.1. La situation dans le monde.

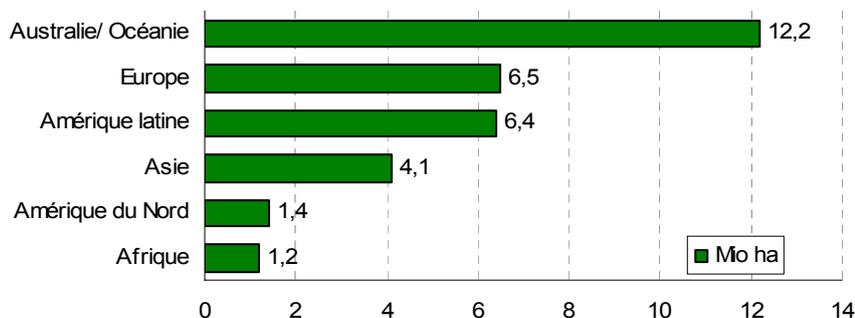
L'agriculture biologique a connu ces dernières années une progression importante à l'échelle mondiale et en 2006 ses surfaces représentaient 31 millions d'ha, avec un développement particulièrement notable en Australie (12,1 Mha), mais au contraire faible en Amérique du Nord et en Afrique (fig. 7). Si l'on recherche les pays cultivant la plus forte part de leurs terres en biologique, on obtient un classement différent en raison des disparités dans les surfaces des exploitations entre les pays, disparités qui se retrouvent aussi en agriculture biologique. Ainsi le Liechtenstein, l'Autriche et la Suisse sont les pays où la proportion de terres en culture biologique est la plus forte tandis qu'en termes de nombre d'exploitations qui la pratiquent viennent en tête le Mexique, l'Indonésie, l'Italie, les Philippines et l'Ouganda. L'agriculture biologique est donc un phénomène mondial, mais inégalement réparti entre pays (fig. 8).

**Fig. 7. Les surfaces occupées par l'agriculture biologique dans le monde (millions d'ha) (Yussefi, 2006).**

a/ Evolution de 2000 à 2006 (Cette figure comprend aussi les surfaces en plantes sauvages récoltées par cueillette)

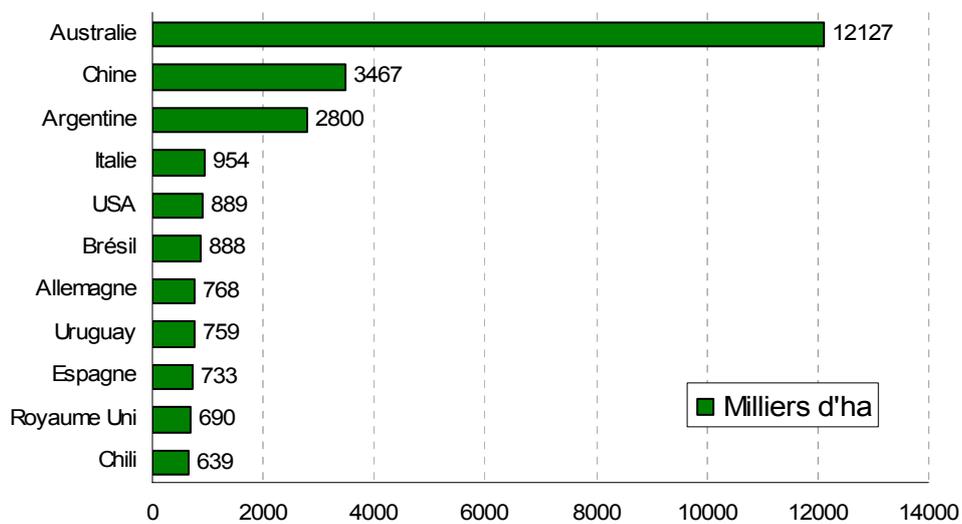


b/ Répartition par continent

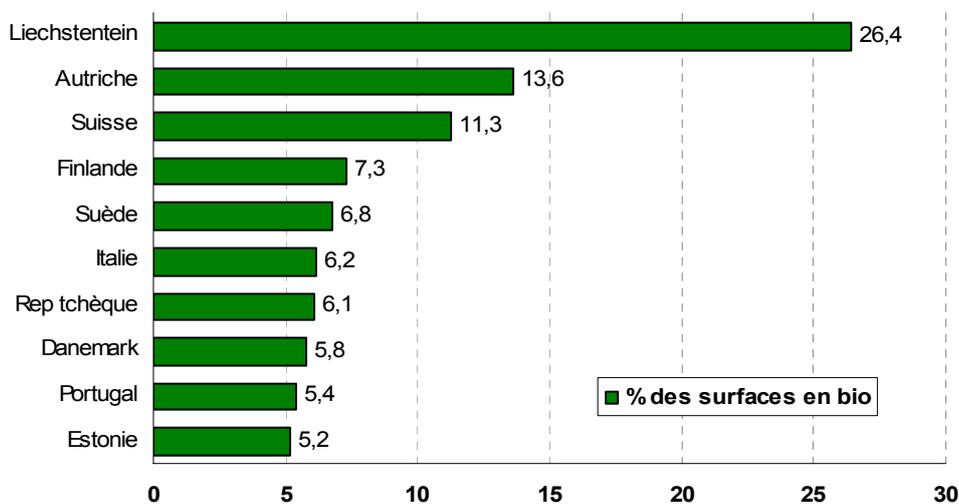


**Fig. 8. Les 10 pays où l'agriculture biologique est la plus présente dans le monde (Yussefi, 2006).**

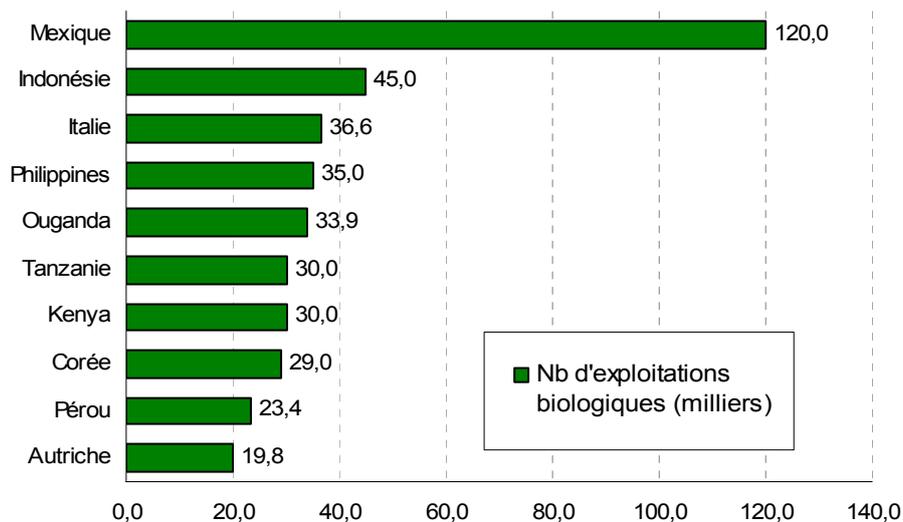
a/ pays ayant les plus grandes surfaces totales en agriculture biologique



b/ pays où la proportion des surfaces en culture biologique est la plus élevée (% des terres en biologique dans chaque pays)



c/ pays ayant le nombre d'exploitations biologiques le plus important (en milliers d'exploitations)

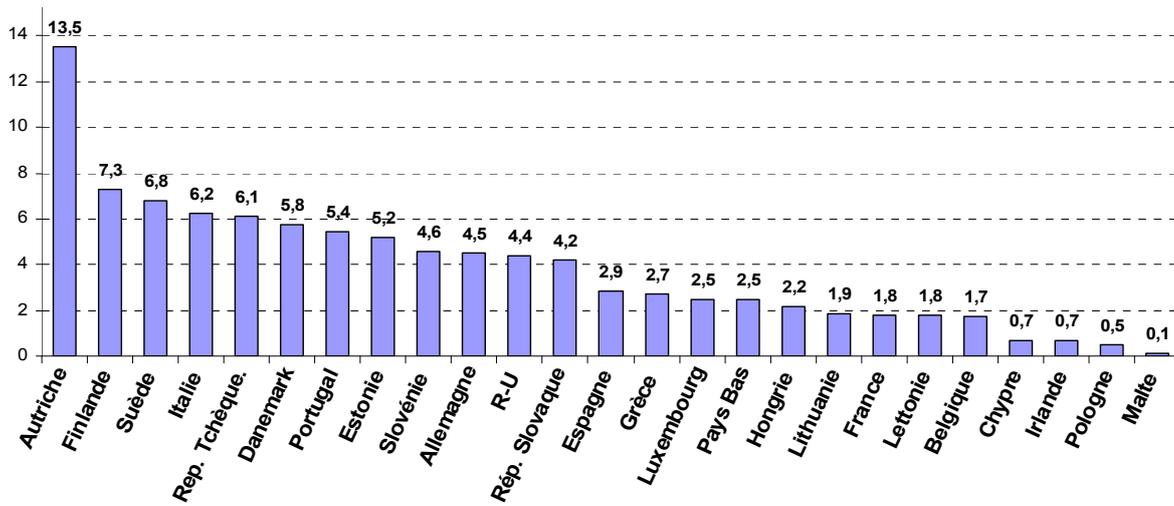


## 2.2 L'agriculture biologique en Europe.

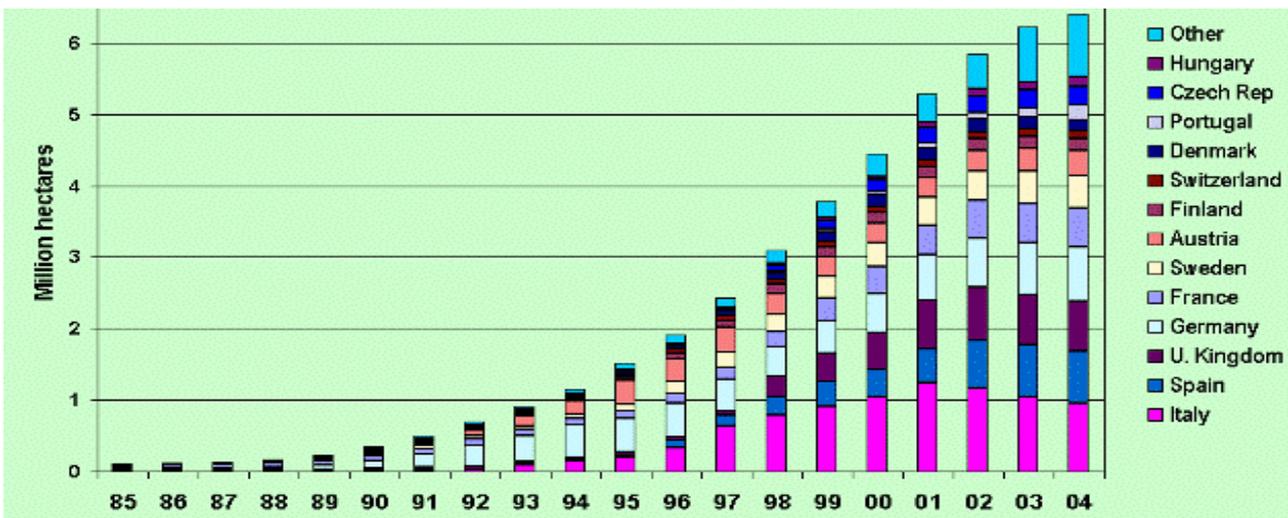
En Europe, il existe aussi de grandes disparités entre pays. Ainsi dans son ensemble (EU-25, plus les quatre pays candidats et les pays de l'AELE) la surface biologique et en reconversion atteint 6,4 millions d'hectares en 2004, soit 2,9 % des surfaces agricoles utilisées, répartis entre 181.900 exploitations. Dans l'UE-25, la surface totale en agriculture biologique représente plus de 6 millions d'ha répartis entre 155.000 exploitations (fig. 9). Mais la part en biologique dans la surface agricole des pays est très disparate et s'échelonne de 13,5 % à 0,1 % (fig. 9). D'une année à l'autre, les évolutions varient également entre pays : certains voient leurs surfaces croître tandis qu'elles baissent ailleurs. Mais alors que l'agriculture biologique est souvent présentée comme un moyen de maintien pour de petites exploitations, dans l'UE-25 les exploitations biologiques ont dans beaucoup de pays des surfaces moyennes supérieures à celles de l'ensemble des exploitations, parfois très supérieures.

**Figure 9. Evolution de l'agriculture biologique depuis 20 ans en Europe**

**a/ Pourcentage des surfaces en agriculture biologique en 2004 dans chaque pays de l'UE-25** (d'après Willer, Youssefi, 2006)

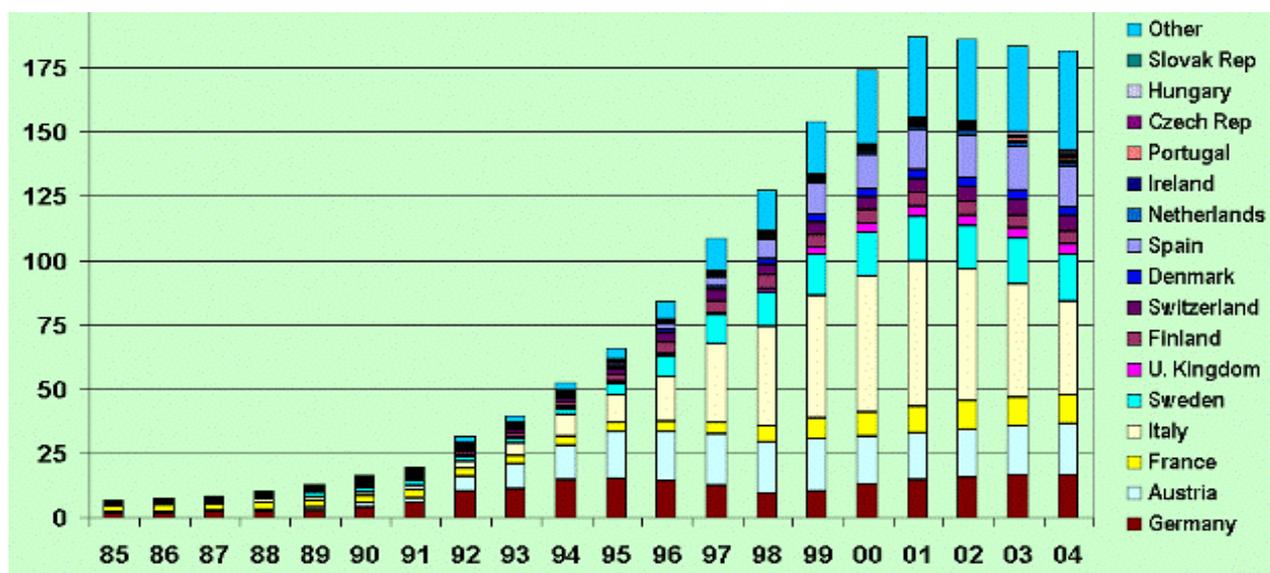


**b/ évolution des surfaces en agriculture biologique et en conversion depuis 20 ans** (UE-25, plus les 4 pays candidats et les pays de l'AELE). Source : OCW, 2005.



### c/ évolution du nombre d'exploitations biologiques et en conversion dans l'UE-25 (en milliers).

Source : OCW, 2005.



## 2.3 L'agriculture biologique : une genèse européenne

L'agriculture biologique est un mouvement né dans la 1ère moitié du XXème siècle en réaction à l'industrialisation de l'agriculture (Viel 1979). Elle a plusieurs pères fondateurs à l'origine de ses divers courants. D'une part l'agriculture biodynamique fut initiée en Allemagne et en Autriche par Rudolf Steiner qui publia en 1924 "*Agriculture, fondements spirituels de la méthode bio-dynamique*" à partir d'une série de conférences sur l'agriculture données à Koberwitz (actuellement en Pologne) ; ses idées furent vulgarisées par son disciple Pfeiffer. D'autre part en Angleterre Sir Albert Howard est l'un des précurseurs de l'*organic farming* anglo-saxonne, notamment par son ouvrage publié en 1940 "*An Agricultural Testament*" basé sur ses observations et expériences en Inde sur le compostage et la vie du sol. En Suisse Hans et Maria Müller et Peter-Hans Rusch sont à l'origine d'une forme plus scientifique d'agriculture biologique qui insiste entre autres sur la vie microbienne du sol et qui fut popularisée par l'ouvrage de Rusch "*la fécondité du sol*" publié en Suisse en 1968. Aux Etats-Unis le mouvement fut vulgarisé notamment par Rodale et sa maison d'édition.

La France a été de son côté un pays pionnier en matière de mise en pratique de l'agriculture biologique au début des années 1960 : le GABO (Groupement des Agriculteurs Biologiques de l'Ouest) est créé en 1959 et l'AFAB (Association Française de l'Agriculture Biologique) en 1962. Elle se développa alors notamment sous l'impulsion de la société Lemaire-Boucher, qui commercialisait une algue calcaire vendue comme engrais le lithotamne, et d'une association de consommateurs, Nature & Progrès. Dans les années 1970, le mouvement a évolué : l'agriculture biologique est alors promue par les mouvements écologistes qui y voient une forme de résistance au modèle de société dominant. Les premiers producteurs ont été des agriculteurs ne pouvant ou ne voulant pas suivre le mouvement de modernisation ou qui souhaitaient éviter les produits chimiques de synthèse, à la suite de problèmes de santé personnels ou touchant leurs élevages. Par la suite, dans les années 1970, le mouvement concernera notamment une partie des néo-ruraux. (Savini 2005).

L'agriculture biologique a été en France à ses débuts un mouvement minoritaire, en marge des structures agricoles et des circuits de distribution classiques et divisée en courants rivaux. La dénomination d'agriculture biologique était elle-même une pomme de discorde entre ses partisans et les scientifiques ou professionnels qui estimaient que le terme « biologique » n'était pas « *satisfaisant du fait qu'il concerne en réalité tout ce qui se rapporte à la vie. En effet toute agriculture se rapporte par définition à la vie des plantes aussi bien qu'à celle des animaux et est donc nécessairement biologique. Telle est la raison pour laquelle ce système particulier d'agriculture a été appelé "Agriculture n'utilisant pas de produits chimiques de synthèse", expression plus conforme à la réalité que "Agriculture biologique" »* (Bonny, Le Pape, 1984). Mais peu à peu elle va bénéficier d'une reconnaissance officielle au niveau réglementaire, puis de soutiens économiques, qui vont favoriser son organisation et permettre son développement. Les étapes de la reconnaissance seront cependant longues et parfois un peu tortueuses. La reconnaissance de l'agriculture biologique fut inscrite dans la loi d'orientation agricole de 1980. Elle se concrétisa par la création d'une Commission nationale de l'agriculture biologique chargée de l'homologation des cahiers des charges en 1983, puis celle d'un premier logo "AB" en 1984. À l'échelle de la Communauté européenne, la définition, la réglementation et par là une forme de légitimation de cette agriculture interviennent en 1991 et en 1992 avec l'adoption de cahiers des charges européens unifiés en productions végétales. En France, l'agriculture biologique devient en 1993 une production certifiée : les exploitations et les transformateurs sont soumis à des contrôles réguliers par un organisme agréé par les pouvoirs publics ; le logo AB est réservé aux produits ainsi certifiés. Au niveau communautaire, un logo AB communautaire est créé en 2000 (Savini, 2005).

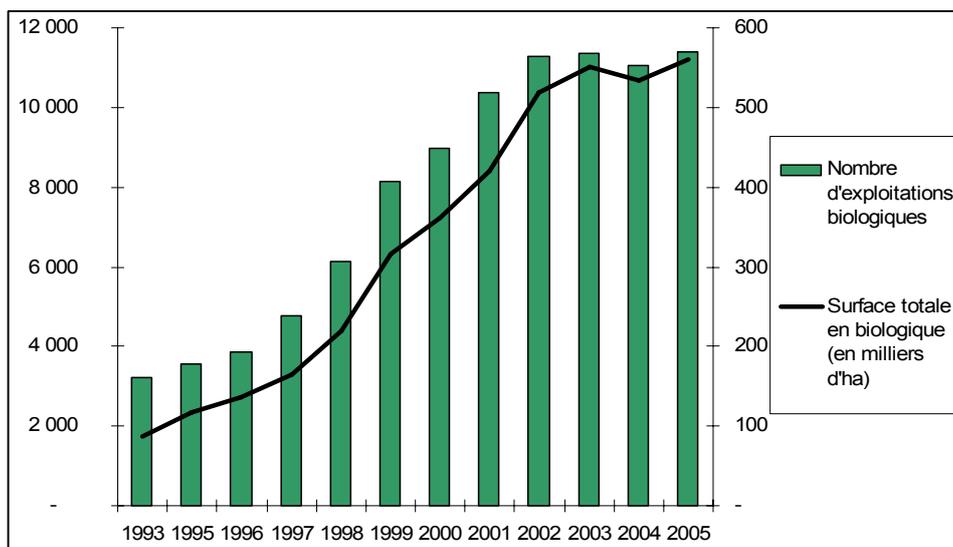
Diverses politiques publiques de soutien existent en Europe. Son développement y a été encouragé pour des raisons différentes selon les pays : opportunité pour soutenir et valoriser une agriculture de zones difficiles (sud de l'Italie, montagnes en Autriche), recherche d'une agriculture alternative pour des zones très peuplées et polluées (Pays-Bas) ou développement de productions pour l'exportation. La politique agricole commune de 1992 instaura des aides à la conversion des exploitations à l'agriculture biologique, considérant ce type d'agriculture comme un moyen de répondre à des objectifs de préservation de l'environnement et de réduction des excédents. Ce sont des soutiens à l'amélioration des pratiques agricoles : ils visent à aider à l'adaptation des exploitations et à compenser le manque à gagner de la phase de conversion qui s'accompagne souvent d'une baisse des rendements, sans que les produits puissent encore être valorisés par une prime biologique. La large utilisation de ces aides semble avoir permis la forte progression des surfaces en agriculture biologique dans des pays comme l'Autriche et l'Italie (Savini, 2005).

En dépit de la reconnaissance dès 1980 de cette forme d'agriculture, la France s'est engagée plus tardivement dans une politique de soutien à celle-ci. Aussi l'agriculture biologique y a aujourd'hui un développement moindre que dans d'autres pays (figures 9, 10, 11) malgré la croissance de la demande. Ce constat a conduit le ministère chargé de l'Agriculture à prendre en 1997 l'initiative d'un plan pluriannuel de développement de l'agriculture biologique, qui fixait des objectifs ambitieux pour 2005 et prévoyait, des aides à la conversion et diverses actions en matière de recherche et d'enseignement. Mais en 2003 le rapport du député Martial Saddier met à nouveau en évidence un net retard de la France en matière d'agriculture biologique, ce qui amène le ministère de l'agriculture à promouvoir à nouveau en 2004 des mesures en faveur de cette filière de production.

De leur côté les soutiens européens devraient perdurer : ils s'inscrivent bien dans la réorientation des soutiens à la production agricole vers des aides aux producteurs justifiées par des objectifs environnementaux. Mais après ces 20 années de croissance, quelles sont les perspectives pour l'agriculture biologique ?

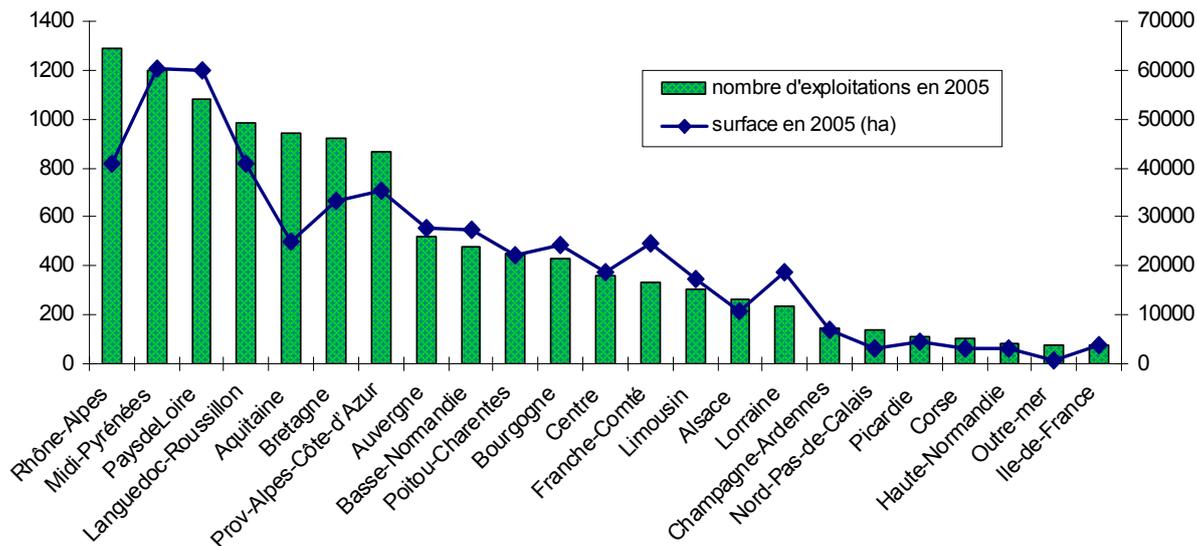
**Fig. 10. Le développement de l'agriculture biologique en France durant les 12 dernières années**

(d'après Agence bio, 2006)



**Fig 11. L'agriculture biologique en 2005 en France : une inégale répartition des surfaces et nombre d'exploitations**

biologiques par région (d'après Agence bio, 2006)



### III. Des freins à l'expansion malgré l'embellie des dernières années,

En Europe, la situation actuelle de l'agriculture biologique est différenciée selon les pays et le type de produits. Certains marchés de produits biologiques sont proches de la maturité et progressent moins rapidement, d'autres au contraire sont récents et connaissent une croissance forte de l'ordre de 5 à 10% par an ces dernières années (tableaux 1 et 5). Mais cette expansion varie selon les denrées et le lieu de résidence ainsi que selon les catégories sociales (Padel, Midmore, 2005).

**Tabl. 5 Classification des pays européens selon le développement du marché des produits biologiques**

(Padel, Midmore, 2005)

<b>marché établi et mature</b>	<b>marché en croissance</b>	<b>marché émergent</b>
Autriche Danemark Allemagne Suisse Royaume-Uni	Finlande France Italie Pays Bas Norvège Portugal Suède	Belgique République Tchèque Grèce Irlande Slovénie Espagne

Quelles sont les perspectives de l'agriculture biologique pour les prochaines années et pour l'après 2013 en Europe ? A première vue ce type d'agriculture a un grand avenir : la demande augmente, elle est perçue positivement tant au niveau de la santé qu'en matière d'environnement, elle répond à diverses préoccupations écologiques, la prime de qualité biologique peut permettre de compenser les bas prix agricoles entraînant la concentration des exploitations, etc. De ce fait pour une fraction de la population, notamment les écologistes, elle apparaît comme LA solution pour remplacer l'agriculture "industrielle productiviste" objet de vives critiques, et cela d'autant plus que son image est très porteuse dans les médias et auprès de beaucoup de consommateurs.

Cependant les perspectives de l'agriculture biologique en Europe sont peut-être plus limitées qu'il n'y paraît à première vue. A court terme, voire moyen terme, autrement dit pendant quelques années, son marché devrait continuer à progresser au moins dans un certain nombre de pays européens. Mais à côté des facteurs favorables, il existe aussi des freins importants à son développement. Parmi ceux-ci on peut citer des limites à l'expansion de son marché, la forte concurrence entre producteurs à l'échelle mondiale, l'inégalité relative des soutiens selon les pays, son plus grand besoin relatif en terre et en travail, l'existence de certains risques, les divergences entre courants, voire même peut-être l'investissement croissant de la grande Distribution dans ce secteur. Ces divers freins pourraient limiter à moyen et surtout long terme l'expansion de l'agriculture biologique en Europe. Passons-les en revue afin de les préciser et de les analyser un peu plus en détail.

### 3.1. Des limites à l'expansion du marché.

Le marché des produits biologiques est en croissance mais il risque de demeurer assez restreint de l'ordre de quelques pour cent du marché, car les consommateurs devront sans doute de plus en plus procéder à des arbitrages dans leurs choix de consommation. En effet le renchérissement de certaines dépenses des ménages pourrait réduire quelque peu les disponibilités pour les achats alimentaires, notamment ceux de produits biologiques. De fait le coût plus élevé des loyers et des produits énergétiques, tout comme les arbitrages d'une partie des consommateurs, peuvent continuer à abaisser encore un peu la part de l'alimentation dans le budget, notamment si une proportion conséquente des consommateurs préfère maintenir certaines dépenses de loisirs (produits électroniques, vacances, etc.). Cela est lié au contexte où la concurrence internationale et le poids du capital financier risquent d'induire une croissance plutôt faible des salaires. De ce fait une partie importante des consommateurs peut opter pour des produits alimentaires bon marché et vite prêts, du moins pour le quotidien et n'acheter que de façon occasionnelle des produits biologiques (Sylvander, François, 2006). On objectera qu'une petite réduction de la consommation de viande (ou autre) peut permettre de s'offrir des produits biologiques, mais il n'est pas sûr que l'arbitrage se fasse très fréquemment dans cette direction. En effet les récentes publications de l'INSEE sur les dépenses des ménages montrent que le coefficient budgétaire de l'alimentation continue à décliner tandis que la part relative des loyers et des appareils ou services électroniques, de télécommunications et de loisir augmente (INSEE, 2006). Certes une fraction de la population peut choisir de dépenser davantage pour une alimentation perçue de meilleure qualité et plus authentique, mais ce comportement peut demeurer plutôt minoritaire comme le montre a contrario le succès des maxidiscomptes.

D'ailleurs un sondage effectué en Septembre 2006 en France auprès d'un échantillon de 1000 personnes montre que l'origine biologique n'est pas le critère qualitatif, ni même environnemental le plus prisé par les consommateurs (tableau 6), d'autres facteurs priment dans l'orientation des choix.

**Tabl. 6. Critères d'achat des produits alimentaires par les consommateurs.** Sondage TNS - SOFRES de septembre 2006 (en % des personnes enquêtées, plusieurs réponses possibles).

a/ aspects auxquels les consommateurs font le plus attention quand ils achètent un produit alimentaire. "*En général, quels sont, parmi les éléments suivants, ceux auxquels vous faites le plus attention lorsque vous achetez un produit alimentaire ?*"

La date de péremption	72
Le prix	57
La composition	48
La garantie d'un label de qualité	44
La provenance	31
La marque	27
<b>L'origine bio/la naturalité</b>	<b>23</b>
Le conseil d'autrui sur ce produit	9
La nouveauté	9
L'emballage	8

b/ Produits que les français se déclarent prêts à payer un peu plus cher. "Je serais prêt à l'acheter, même s'il coûte un peu plus cher".

Un produit respectueux de l'environnement	54
Un produit issu de l'agriculture française	53
Un produit issu du commerce équitable	39
Un produit garanti sans OGM	37
Un produit de marque	34
<b>Un produit issu de l'agriculture biologique</b>	<b>33</b>
Un produit allégé	16

### 3.2. La situation des producteurs.

Il y a un intérêt chez une fraction d'entre eux à adopter l'agriculture biologique. Les raisons sont très diverses : problèmes de santé ou de malaise à utiliser certains pesticides, parfois problèmes de santé animale, motivations environnementales, mais aussi vocations opportunistes comme ce secteur bénéficie d'aides et d'un prix de vente des produits plus élevé (Barrès et al., 1985). Cependant la pratique de cette forme d'agriculture est exigeante et assez difficile et les très rares statistiques disponibles en la matière montrent un turnover assez important dans certains pays avec des conversions à l'agriculture biologique, mais aussi des abandons et retours à l'agriculture conventionnelle (Eurostat, 2005, p. 5). Un des intérêts notables de ce type d'agriculture est son respect de bonnes pratiques agronomiques rotations des cultures, associations culture-élevage, maintien du taux de matière organique, etc. Mais certaines de ces règles peuvent s'avérer relativement rigides et difficiles à respecter du fait des contraintes du milieu ou de temps comme c'est parfois le cas pour le compostage ou le désherbage. Par ailleurs, même si l'agriculture biologique bénéficie aujourd'hui d'une reconnaissance quasi générale en apparence, les oppositions à cette pratique continuent à exister dans le milieu agricole et para-agricole et peuvent peser parfois fortement sur le terrain ou en matière de soutiens institutionnels.

Si les produits biologiques sont vendus avec une prime de qualité qui permet de compenser les rendements moindres obtenus, son montant est assez variable et peut se réduire nettement en cas de production biologique abondante ou dans certains circuits de distribution (CE, 2005). Or précisément l'accroissement des surfaces en production biologique que l'on a noté partout dans le monde, pourrait conduire à une diminution de la prime. Elle peut d'ailleurs être même inexistante s'il n'y a pas de circuit de collecte spécifique dans la zone comme c'est parfois le cas pour le lait. Enfin nombre d'agriculteurs estiment que la forte concurrence qui existe sur ce marché est faussée du fait de l'inégalité des aides entre pays (même au sein de l'UE) et du fait de la mondialisation croissante des approvisionnements.

Au sein de l'UE les soutiens à l'agriculture biologique varient selon les pays, par exemple certains offrent des soutiens seulement pour la conversion donc pour quelques années, tandis que d'autres accordent aussi une aide au maintien en agriculture biologique. Cela crée une disparité de concurrence, de même que les variations entre les densités maximales d'animaux autorisés par exemple. Par ailleurs une mondialisation des approvisionnements s'est également opérée dans ce secteur, même si certains consommateurs sont un peu plus attentifs à manger davantage des produits de saison d'origine locale ou régionale. L'agriculture biologique exige généralement plus de travail, en particulier pour le désherbage. Cela représente une opportunité pour les pays de main d'œuvre à bas coût ou pour les pays en développement, mais en contrepartie cela soumet les producteurs occidentaux à une forte concurrence. On note d'ailleurs que nombre de pays en développement ont réfléchi à la possibilité d'exporter des denrées certifiées biologiques vers l'Europe. Dans un

tel cas de figure, la concurrence entre ces pays offreurs serait attisée, et ce d'autant plus si le prix des produits pétroliers (utilisés pour le transport) augmentait.

Ainsi, si la prime de qualité biologique peut paraître un moyen de lutter contre les bas prix des produits agricoles tout en valorisant les ressources des agroécosystèmes. Cette prime peut être réduite si certains canaux de distribution s'étendent et si beaucoup d'agriculteurs choisissent cette voie, en particulier lorsqu'il existe des programmes de développement de l'agriculture biologique dans un pays ou une région. Une bonne rentabilité n'est donc pas toujours au rendez-vous pour tous.

### **3.3. Un plus fort besoin en terre.**

Une autre limite importante à cette forme d'agriculture est sans doute la plus grande surface nécessaire pour obtenir une tonne de produits, les rendements étant généralement moindres. En effet cela entraîne à l'échelle globale un besoin en terre un peu plus élevé pour assurer l'alimentation d'un nombre de personnes donné. Vu le rendement de la conversion produits végétaux - produits animaux, cela pourrait être contrecarré par un modèle de consommation alimentaire moins carné, mais ce dernier reste plutôt rare chez les consommateurs ayant les moyens d'acheter de la viande, et par ailleurs la consommation de celle-ci est à la hausse dans tous les pays émergents. De son côté, un agriculteur peut vivre sur une surface moins importante cultivée biologiquement s'il transforme et vend directement, mais ces activités ne sont pas toujours possibles. Dans beaucoup de pays européens, les agriculteurs biologiques ont des surfaces plus grandes que l'ensemble des agriculteurs, à l'instar du lien fréquemment établi entre agriculture biologique et maintien de l'agriculture familiale (tout dépend en fait du nombre de personnes travaillant sur l'exploitation et du type de main d'œuvre employé). Mais surtout globalement pour la société, si le modèle de consommation alimentaire est quasi inchangé, le besoin supérieur en terre pourrait représenter un obstacle important à l'extension de l'agriculture biologique. En effet la concurrence pour la terre risque de s'exacerber demain sous l'effet de la croissance de la population, la production de biocarburants et de bioplastiques, le changement climatique, etc., notamment dans certaines régions.

### **3.4. Le développement de la grande distribution.**

En matière de commercialisation des produits biologiques, à l'avenir le secteur de la grande Distribution pourrait jouer un rôle croissant. Jusqu'à une époque récente, son importance variait selon les pays : dans certains (Danemark, Royaume Uni, Argentine) une majorité des produits biologiques étaient vendus par son intermédiaire, mais les formes de mise en marché demeuraient plus diversifiées ailleurs avec une part des produits biologiques vendus en magasins spécialisés ou de façon directe (RAFI-USA, 2003; FiBI-SIPPO, 2004; CE, 2005).

Actuellement la grande Distribution, comme Wal-Mart aux Etats-Unis, s'intéresse de plus en plus à ce marché porteur qui peut constituer pour elle un créneau de différenciation horizontale attractif. Cela représente certainement une opportunité de développement pour l'agriculture biologique car elle pourra sans doute toucher ainsi davantage de consommateurs. Mais en même temps cela risque de faire perdre à ce type d'agriculture une part de sa spécificité, voire de son âme. Et surtout cela peut imposer aux producteurs davantage de standards et de normes venant de l'aval et des centrales d'achat, ainsi qu'un renforcement de la concurrence pouvant exclure les plus petits producteurs de ce circuit de distribution. Cela enlèverait à

l'agriculture biologique une partie de la dimension d'agriculture paysanne qu'elle revendique (Guthman, 2004). Au vu des politiques de prix des grandes chaînes, le développement de la commercialisation en grande surface pourrait aussi induire une réduction relative de la prime de qualité biologique payée aux producteurs. Certes ces derniers peuvent compenser en cherchant à faire davantage de vente directe, mais celle-ci ne sera-t-elle pas concurrencée par le développement des ventes en supermarché ? Assurément il existe une fraction de consommateurs intéressée par le contact avec les producteurs et le recherche dans diverses formes d'approvisionnement, depuis le simple achat direct à la ferme, voire sur un marché, jusqu'aux AMAP (associations pour le maintien d'une agriculture paysanne), mais cela est très limité et risque sans doute de le demeurer.

### **3.5. Contradictions et conflits.**

Enfin, malgré (ou à cause de) l'aura du naturel-meilleur-pour-la-santé, l'agriculture biologique n'est pas à l'abri d'éventuels incidents ou accidents sanitaires occasionnés par exemple par des bactéries pathogènes présentes dans un compost insuffisamment fermenté ou dus à certaines mycotoxines comme la patuline dans les pommes (DGAL, 2001) ; mais les contrôles en réduisent le risque d'occurrence dans la chaîne alimentaire. Par refus des produits chimiques de synthèse des dernières décennies, elle utilise certains produits plus anciens (sulfate de cuivre) ou des produits d'origine naturelle (roténone) qui ne sont pas inoffensifs. Par ailleurs les règles adoptées peuvent être difficiles à mettre en œuvre dans diverses circonstances ou dans certains contextes, d'où parfois un décalage entre règles et pratiques, entre présentations médiatiques et réalités du terrain (Bonny, Le Pape 1984). Les soutiens à la reconversion et au maintien en agriculture biologique ne sont pas non plus identiques d'un pays à l'autre, d'où une certaine hétérogénéité des exigences et des aides pouvant conduire à des formes de concurrence déloyale. Si l'agriculture biologique a une image de naturel et d'harmonie avec l'environnement souvent revendiquée, la traduction concrète et pratique des conceptions en la matière connaît certaines variations entre les approches, ce qui entraîne des conflits entre les diverses tendances. C'est actuellement le cas dans l'UE où la nouvelle proposition de règlement sur la production biologique émise par la Commission Européenne en décembre 2005 a été jugée bien trop laxiste par nombre d'associations du domaine et y a entraîné un vif mouvement de protestation.

## CONCLUSION

La PAC aujourd'hui et à l'avenir se veut tournée vers les consommateurs et les contribuables et inciter les agriculteurs à produire en fonction des exigences du marché. Elle souhaite promouvoir la prise en compte de l'environnement, de la santé publique et du bien-être des animaux. A première vue l'agriculture biologique s'inscrit dans ces orientations. Ainsi la proposition de Règlement du Conseil de décembre 2005 relatif à la production biologique et à l'étiquetage de ses produits déclare :

*"La production biologique est un système global de gestion agricole et de production alimentaire qui allie les meilleures pratiques environnementales, un haut degré de biodiversité, la préservation des ressources naturelles, l'application de normes élevées en matière de bien-être animal et une production respectant la préférence de certains consommateurs à l'égard de produits obtenus grâce à des substances et à des procédés naturels. Le mode de production biologique joue ainsi un double rôle sociétal: d'une part, il approvisionne un marché spécifique répondant à la demande de produits biologiques émanant des consommateurs et, d'autre part, il fournit des biens publics contribuant à la protection de l'environnement et du bien-être animal ainsi qu'au développement rural."*

De la sorte l'agriculture biologique est désormais proposée comme modèle ou quasi modèle par nombre d'acteurs : la CE, de nombreux médias grand public, des personnalités "en vue", une partie des consommateurs, les associations environnementalistes et altermondialistes, un syndicat agricole, etc. De ce fait un avenir important lui semble assuré. Mais cette apparence de succès ne doit pas masquer l'existence de freins notables à un développement de grande envergure.

D'une part dans les prochaines années et à plus longue échéance le contexte d'excédents de production (et indirectement de surface agricole) qui a prévalu depuis près de trois décennies pourrait se modifier avec l'utilisation de la biomasse à des fins énergétiques ou en végétalochimie, avec les répercussions du changement climatique et avec la croissance de la demande alimentaire des pays en émergence. Or l'agriculture biologique exige généralement plus de surface pour produire une certaine quantité de biens. Par ailleurs les divergences au sein de ce mouvement, entre ceux voulant une "agri bio pure et dure" et ceux recherchant des formes un peu plus aisées à mettre en œuvre, peuvent freiner l'adoption de politiques assez harmonieuses entre les divers pays.

D'autre part une partie des consommateurs soucieux de santé, de forme et de bien-être pourraient opter pour des aliments fonctionnels plutôt que pour des produits biologiques, ou faire d'autres arbitrages de consommation, en particulier dans les jeunes générations. De plus face à une question majeure de santé publique comme l'augmentation de la prévalence de l'obésité et le cortège de maladies qui peut en découler, les produits biologiques ne constituent une réponse que s'ils sont cuisinés ou transformés sans excès de graisse, de sucres rapides, de sel, ce qui n'est pas nécessairement le cas. Ainsi le marché de l'agriculture biologique peut augmenter en valeur absolue, mais il restera sans doute à un niveau relatif faible : n'oublions

pas que ses ventes représentent moins de 1 % du marché alimentaire mondial en 2005. Même si elles doubleraient, leur part demeurerait modeste.

Les questions posées par l'agriculture biologique renvoient à des problématiques plus vastes concernant l'ensemble de l'agriculture. Or **c'est toute l'agriculture qui doit viser une meilleure harmonie avec l'environnement**, on ne peut guère envisager d'un côté un secteur propre, pur et sain et de l'autre une agriculture "tout venant" polluante, usant de produits et de techniques plutôt néfastes pour l'environnement. Cet aspect est le plus essentiel : l'ensemble de l'agriculture doit viser des pratiques plus écologiques.

Une voie pour permettre une agriculture plus durable et davantage en harmonie avec l'environnement est de mieux tirer profit des avancées scientifiques et techniques, en association avec les savoir faire locaux ou empiriques. Si l'on considère sa nature intrinsèque, le progrès scientifique et technique consiste souvent en un gain d'information au sens de connaissances et de données sur le fonctionnement du vivant et des écosystèmes, les processus de production, etc. Il peut ainsi être à l'origine de nombreux outils pour raisonner l'emploi des intrants avec un ajustement plus fin de leurs apports aux besoins des cultures et des élevages. Cet ajustement peut concerner la quantité d'intrants, leur composition et contenu, leur période d'apport et leur localisation. Il peut permettre de réduire bien des gaspillages, d'employer moins d'intrants et d'énergie par unité de produit, et de diminuer les pollutions. Cela est rendu possible par une connaissance plus précise de ce que requièrent les plantes et les animaux à leurs différents stades de développement et grâce à l'emploi d'outils de diagnostic ou de capteurs pour évaluer les besoins des cultures en eau, en azote ou le risque des maladies. En production végétale on peut ajuster plus finement les doses d'engrais et de pesticides aux besoins des plantes et aux risques de maladies, d'où la possibilité de réduire les traitements et les fuites de certains éléments. A cela s'ajoute l'utilisation de diverses méthodes pour faire les apports juste là où il y en a besoin. En alimentation animale aussi il devient possible de mieux adapter les apports protéiques ou phosphorés aux besoins des animaux à leurs différents stades, ce qui réduit les rejets. De façon générale le progrès technique peut ainsi contribuer à des interventions mieux ajustées.

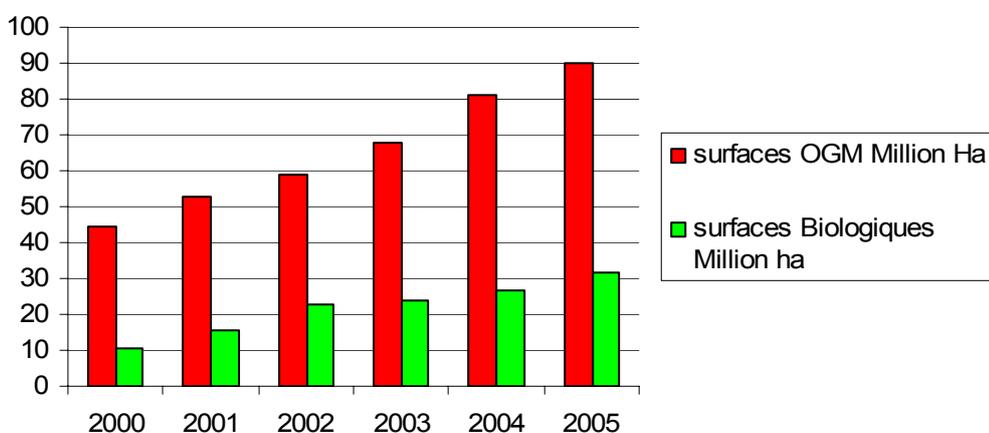
De leur côté la connaissance et la valorisation des processus du vivant (au sens large) peuvent permettre de limiter le recours aux produits chimiques en valorisant et en utilisant mieux les mécanismes biologiques et les autorégulations des agro-écosystèmes. Les connaissances scientifiques et techniques peuvent être un moyen de travailler davantage avec la nature au lieu de travailler contre elle (même si on doit également se prémunir contre des risques provenant de la nature comme les substances naturelles toxiques ou les catastrophes naturelles). Elles peuvent ainsi permettre d'utiliser bien mieux ou davantage la lutte biologique et intégrée, les associations végétales, les ressources génétiques, diverses interactions... Ainsi le progrès technique est à analyser avant de le rejeter ou de l'adopter d'emblée, en l'associant plutôt qu'en l'opposant aux savoir faire empiriques et locaux.

On est ainsi ramené à une question de fond. Est-ce les techniques agricoles modernes qui sont gravement polluantes par essence ? Ou est-ce la façon dont on les utilise qui est en cause ? Ou plus exactement le contexte économique et les rapports de prix ? Des analyses plus approfondies allant davantage à l'origine des questions en jeu sont nécessaires. Il semble que l'évolution technologique puisse contribuer à une plus grande durabilité et une réduction des pollutions, tout dépend des orientations qui lui sont données et de l'utilisation qui en est faite. Tout dépend aussi surtout de la façon dont les produits obtenus sont ensuite mis en concurrence, transportés, assemblés, emballés, promus, commercialisés et consommés. Or ce sont les déterminants économiques et financiers qui jouent aujourd'hui particulièrement un rôle crucial. Autrement dit sont surtout à questionner les objectifs donnés aux activités humaines et leur mode de régulation, un des

noyaux de l'économie en quelque sorte. Bien plus que les pratiques des agriculteurs – qui ne peuvent guère échapper aux impératifs économiques dominants –, c'est cette gouvernance générale des relations entre l'humanité et la planète Terre qui est en jeu d'autant plus qu'elle se manifeste dans toutes les activités.

### Surfaces en cultures biologiques et transgéniques dans le monde

Le courant biologique s'est opposé à l'emploi d'OGM, ce qui se comprend aisément dans la logique qu'il s'est donné. Pourtant l'option d'utiliser des techniques biologiques d'action aurait pu se traduire par un plus grand éventail de choix. Les biotechnologies correspondent en effet à une utilisation et une meilleure valorisation des processus du vivant et à un remplacement de techniques chimiques par des techniques biologiques d'action, si l'on enlève le cas particulier de transition des plantes tolérantes à un herbicide. On notera d'ailleurs que, contrairement à l'idée que beaucoup se font, en 2005 les surfaces en culture transgéniques étaient bien plus étendues que celles en cultures biologiques (fig. 12).



## Références

- ACNielsen, 2005. *Functional Food & Organics. A global ACNielsen online survey on consumer behaviour and attitudes*. New York, Novembre et décembre 2005.
- Agence Bio, 2006. *L'agriculture biologique française. Chiffres 2005*. Paris, Agence Bio (Agence Française pour le Développement et la Promotion de l'Agriculture Biologique), 136 p.
- Barrès D., Bonny S., Le Pape Y., Rémy J., 1985. *Une éthique de la pratique agricole : agriculteurs biologiques du Nord-Drôme*. Paris, Grignon, Grenoble, INRA-ESR, 80 p.,ann.
- Bonny S., Le Pape Y., 1984. L'agriculture biologique : quelques éléments d'étude de sa viabilité et reproductibilité. *Bulletin Technique d'Information* (du Ministère de l'agriculture), (386), janvier 1984, pp. 17-39.
- CBI (Centre for the Promotion of Imports from developing countries), 2005. *EU Market Survey 2005: Organic food products*. Rotterdam (Pays-Bas), Juillet 2005, 156 p.
- CSA - Agence Bio, 2005. *Baromètre de consommation et de perception des produits biologiques en France. Rapports 2005*. Paris, CSA et Agence Bio, 88 p.
- CE, 2005. *Organic Farming In The European Union. Facts and Figures*. Bruxelles, Commission européenne, DG agriculture, DG analyse économique et évaluation. Novembre 2005, 30 p.
- DGAL, 2001. Evaluation de l'exposition des consommateurs de produits issus de l'agriculture biologique et de l'agriculture conventionnelle aux résidus de pesticides, métaux lourds, nitrates, nitrites et mycotoxines. *Notre Alimentation* (Ministère de l'agriculture, Direction Générale de l'Alimentation), supplément au N° 37, juin-juillet 2001, 6 p.
- Eurostat, 2005. *Organic farming in Europe*. Statistics in Focus. Agriculture and Fisheries, N 31/2005, juillet 2005, 8 p.
- FIBL, SIPPO, 2004. *The Organic Market in Switzerland and the European Union*. FIBL (Forschungsinstitut für biologischen Landbau [Institut de recherche sur l'agriculture biologique]), Frick (CH) et SIPPO (Swiss Import Promotion Program), Zurich (CH) 136 p.
- Guthman J., 2004. *Agrarian Dreams. The Paradox of Organic Farming in California*. Berkeley, University of California Press, 264 p.
- IFEN, 2006. *L'environnement, de plus en plus intégré dans les gestes et attitudes des Français*. Le 4 pages IFEN (Institut Français de l'ENvironnement) N°109, janvier-février 2006.
- INSEE, 2006. *La consommation des ménages en 2005. Synthèse des résultats*. INSEE Résultats, août 2006 N. 54.
- Kortbech-Olesen R., 2006. *Demand for organic product from East Africa: study*. UNEP-UNCTAD Capacity Building Task Force on Trade, Environment and Development, Genève (CH), février 2006, 52 p.

- Midmore et al. 2005. *Consumer attitudes to quality and safety of low input and organic food: a Review*. QLIF (Quality Low Input Food) report. Aberystwyth: School of Management and Business (The University of Wales, UK), 2005, 67 p.
- Midmore, P, Wier, M, Zanolini R, 2006. *Consumer attitudes towards the quality and safety of organic and low input foods*. Paper presented at the Joint Organic Congress, Odense, Denmark, May 30-31, 2006.
- OCW, 2005. *Europe - the development of organic farming between 1985 and 2004*. Aberystwyth, University of Wales (UK), OCW (Organic Centre Wales). En ligne [www.organic.aber.ac.uk/statistics/europe05.shtml](http://www.organic.aber.ac.uk/statistics/europe05.shtml)
- Padel S., Midmore P., 2005. The Development Of The European Market For Organic Products: Insights From A Delphi Study. *British Food Journal* 107(8), p. 626-647.
- RAFI-USA 2003. *The Global Status, Prospects, and Challenges of a Changing Organic Market*. Pittsboro (USA), RAFI-USA (Rural Advancement Foundation International–USA), 40 p
- Sahota A., 2006. *The Global Market for Organic Food & Drink*. Presentation at BioFach Congress 2006, NürnbergMesse, Nuremberg, Germany, 16.-19 février 2006.
- Savini I., 2005. L'agriculture biologique. Paris, *Encyclopédie Universalis*, 2005
- Sylvander, B, François, M. 2006. *Organic and low input food consumers: concerns and perspectives for developing the organic market in the future*. Paper presented at Joint Organic Congress, Odense, Denmark, 30-31 Mai 2006.
- TNS Sofres, 2006. *Sondage sur l'alimentation réalisé pour l'ANIA* (Association Nationale des Industries Alimentaires) présenté lors des 1ères Assises de l'industrie alimentaire. Paris, 10 oct 2006
- Viel J.-M., 1979. *L'agriculture biologique : une réponse ?* Editions Entente, Paris, 93 p.
- Willer H., Youssefi M., 2003. *The World of Organic Agriculture. Statistics and Future prospects 2003*. IFOAM (International Federation of Organic Agriculture Movements), Bonn & FiBL (FiBL Forschungsinstitut für biologischen Landbau [Institut de recherche sur l'agriculture biologique]), Frick (CH), 128 p.
- Willer H., Youssefi M., 2005. *The World of Organic Agriculture. Statistics and Emerging Trends 2005*. IFOAM (International Federation of Organic Agriculture Movements), Bonn & FiBL, Frick (CH), 2005, 186 p.
- Willer H, Youssefi M., 2006. *The World of Organic Agriculture. Statistics and Emerging Trends 2006*. IFOAM (International Federation of Organic Agriculture Movements), Bonn Germany & FiBL (Research Institute of Organic Agriculture), Frick, Switzerland, 2006, 213 p.
- Youssefi M., 2006. *The World of Organic Agriculture: Statistics and Emerging Trends 2006*. Presentation at BioFach Congress 2006, NürnbergMesse. Nuremberg, Germany, 16.-19 février 2006.